

Questions orales

assurer la Chambre qu'il veillera à ce que soit respecté le principe de la Loi sur les langues officielles en ce qui se rapporte au dépôt de documents à la Chambre tout en veillant évidemment à ce qu'il n'y ait aucun tort ou préjudice envers la compagnie dont il est question dans ce rapport?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, notre but était d'essayer de faire traduire le rapport pour qu'il soit prêt à être publié au plus tôt, et c'est ce que nous tâcherons de faire. Je pense que toute spéculation au sujet de son contenu dans l'intervalle peut être dangereuse et nous allons voir s'il y a moyen d'éviter ces dangers.

* * *

LA RADIODIFFUSION

DEMANDE D'INTERDICTION DE LA PUBLICITÉ POUR LES SOMNIFÈRES VENDUS SANS ORDONNANCE

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre suppléant des communications. Étant donné qu'il y a lieu de soupçonner que les somnifères vendus sans ordonnance risquent d'être inefficaces, voire dangereux, et étant donné que la Commission fédérale du commerce aux États-Unis envisage d'édicter des règlements interdisant une publicité mensongère à propos des somnifères en vente libre, le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement compte réglementer de la même façon la publicité portant sur ces produits? Ou bien a-t-il l'intention de tout remettre en question dans ce domaine?

L'hon. Otto E. Lang (ministre suppléant des Communications): Monsieur l'Orateur, il me semble tout au moins, que cette question concerne davantage mes collègues du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et du ministère de la Consommation et des Corporations que le ministère des Communications, mais je vais tout de même leur transmettre la question.

* * *

LES FINANCES

DEMANDE D'EXPOSÉ DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE PRÉVU POUR L'EXERCICE EN COURS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Comme la compression des dépenses gouvernementales est une partie importante d'un programme anti-inflation et que, selon ses déclarations, le gouvernement s'en tient actuellement aux dispositions fiscales du budget du 23 juin, voudrait-il nous dire s'il prévoit toujours un déficit budgétaire de 3.2 milliards et un découvert de trésorerie d'environ 5 milliards ou s'il pense qu'ils seront plus élevés?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Je n'ai pas l'intention de faire maintenant de déclaration sur ces chiffres.

M. Baldwin: Bien sûr que non!

[M. Corbin.]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À L'IMPOSITION D'UN BLOCAGE DES PRIX

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au ministre des Finances. Dans une allocution prononcée hier à Vancouver, M^{me} Plumtre a adressé ce qu'elle a appelé un compliment bien mérité au premier ministre de la Colombie-Britannique pour le blocage des prix qu'il a imposé; elle l'a félicité du courage et du sens politique dont il a fait preuve. M^{me} Plumtre, ou la Commission, a-t-elle recommandé au gouvernement d'imposer un blocage des prix à l'échelle fédérale et, dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre cette mesure?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Nous avons reçu aucune recommandation de ce genre, monsieur l'Orateur, et nous n'avons pas l'intention d'imposer ce blocage.

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À UN BLOCAGE DES PRIX AU YUKON ET DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire à l'intention du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, en sa qualité de tsar du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Le ministre compte-t-il imposer dans les deux Territoires du Nord-Ouest le blocage des prix envisagé?

● (1200)

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je regrette, mais je n'ai pas entendu la première question et je ne sais au juste si le député faisait allusion à la décision prise par le gouvernement sur le plan économique. J'ai discuté avec les deux commissaires de l'application des principes directeurs à l'égard de l'administration des territoires et j'attends leur réponse.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Maurice Foster (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 974, 3133 et 3159. Je demande, monsieur l'Orateur, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

[Texte]

POWER CORPORATION

Question n^o 974—**M. Rodriguez:**

1. La Power Corporation a-t-elle un intérêt direct ou indirect dans l'exploitation, l'importation, la vente ou la transmission de ressources énergétiques et, dans l'affirmative, de quels aspects et ressources s'agit-il?

2. Le sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a-t-il un intérêt direct ou indirect par voie de fiducie, de famille, ou de part dans Power Corporation ou toute autre société fournissant des capitaux de